

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)59 1er juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

Représentation permanente de la République de
« l'ex-République yougoslave de Macédoine »
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, 15 mars 2007

Monsieur,

Je me réfère à la lettre en date du 21 décembre 2006, relative à la procédure d'élection du nouveau juge de la République de Macédoine à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Conformément à la décision du Comité des Ministres du 28 mai 1997 concernant la procédure informelle d'examen des postulants à l'élection des juges et dans le but de permettre au Groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme du Comité des Ministres d'étudier la liste avant qu'elle ne soit présentée à l'Assemblée parlementaire, je vous transmets les trois candidatures macédoniennes : Mme Mirjana Lazarova Trajkovska, Mme Gzime Starova et M. Gavrilovski Zoran.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma considération très distinguée,

(Signé)
Ambassadrice
Eleonora Petrova Mitevska

M. Philippe Boillat
Directeur Général
DG II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

CURRICULUM VITAE
Mirjana Lazarova Trajkovska
Juge de la Cour Constitutionnelle

I. Etat civil

Nom, prénom : Mirjana Lazarova Trajkovska
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 05.11.1963, Strumica
Nationalité : Macédonienne
Contact : Portable: 070 646452, domicile: 389 2 2464 229, bureau 389 2 3115 763,
e-mail: mlazarova@usud.gov.mk, fax: 389 2 3119 355

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- 1986: Faculté de Droit, Université « Sts. Cyrille et Méthode » Skopje, République de Macédoine.
- 1992: Examen de Droit, Ministère de Justice, Skopje, République de Macédoine.
- 2007: Thèse de magistrature acceptée « Le séjour légal des étrangers, sur la base de leurs droit d'élection dans les pays de l'UE » Faculté de Droit , Ljubljana, Slovénie.

Instructions et visites d'étude à l'étranger:

- 1998 : Gestion des ressources humaines, Ministère de Justice de la République de Macédoine et l'Institut de l'Administration Publique (Etats-Unis)
 - 1998 : Programme d'Instruction « Enregistrement des citoyens et L'Administration Publique » Etats Unis, Organisé par le Gouvernement de la République de Macédoine et de USAID.
 - 2001 : « Problèmes avec les immigrants et les réfugiés », Programme International du Département d'Etat des Etats Unis
- Visites d'études : au Royaume -Uni, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et en Arménie.

III. Activités professionnelles pertinentes

a) Activités judiciaires

- depuis mai 2003, Juge à la Cour Constitutionnelle de la République de Macédoine.
- 1988-2001: Représentante du Ministère des Affaires Intérieures, dans les processus de la Cour.

b) Autres activités professionnelles

- 2001: Membre de l'Equipe Nationale pour la préparation du Rapport Initial pour la Convention de l'Encadrement pour les Minorités Nationales.
- 2000: Présidente du groupe de travail au Ministère des Affaires Intérieures pour la préparation du projet de loi pour la protection des données personnelles.
- 2000: Membre du groupe de travail du Ministère de la Justice pour la préparation du projet de loi sur la procédure générale administrative et du projet de loi sur les conflits administratives.
- 1999: Membre du groupe de travail, créé par le Gouvernement de la République de Macédoine pour les projets de loi sur la nationalité de la République de Macédoine en corrélation de la Convention Européenne de Nationalité.
- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du Rapport National sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du rapport National sur la Convention internationale sur les Droits Civils et Politiques.
- 1998: Membre du Comité National pour les Réformes dans l'Administration Publique de la République de Macédoine.
- 1997: Membre du Corps Coordinatif pour l'observation et la mise en œuvre des évidences administratives dans la nouvelle organisation administrative de la République de Macédoine.
- 1997: Membre du groupe de travail pour le projet de loi sur les fonctionnaires d'Etat.
- 1996: Membre du groupe de travail pour l'harmonisation de la législation nationale avec les principes et standards de base de la Convention Européenne des Droits d'Homme.
- 1996: Membre de la Commission d'Etat du recensement.
- 1995: Participation dans la préparation du rapport National de la Convention sur l'Elimination de toutes formes de Discrimination contre les femmes.

Membre dans des commissions/conseils/organes d'organisations internationales

- depuis 2004: Membre de la Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise)
- Depuis mars 2007: Président du Conseil pour les Elections Démocratiques.
- 2007: Chef de la commission électorale des missions du BIDDH de l'OSCE aux élections parlementaires en Estonie
- 2006: Membre de la commission électorale des missions du BIDDH de l'OSCE pour l'évaluation des élections des congressistes et sénateurs aux Etats-Unis.
- 2006 : Conseiller de droit pour la mission d'observation des élections par le Congrès des Pouvoir locaux et régionaux du Conseil de l'Europe aux élections en Géorgie.
- 2006: Expert Sénior en matières électorales des Nations Unies et du BIDDH de l'OSCE.
- 2001-2003: Membre du Comité directeur pour les Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (CDDH)
- 2001: Membre du Comité pour l'amélioration des procédés administratifs et de la Cour du Conseil de l'Europe
- 1996 : Participation en tant qu'expert du Conseil de l'Europe à trois rencontres d'experts pour la législation sur la citoyenneté dans les pays signataires des Accords de Dayton, Strasbourg, Conseil de l'Europe
- depuis 1995 : Membre du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA), Conseil de l'Europe, et membre du groupe de travail du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA-GT)
- 1995-1997-2006 : Membre du groupe de travail du Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe (CJ-NA-GT) – travail sur la Convention Européenne sur la citoyenneté et sur le Protocole sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats.

IV. Activités et expériences dans le domaine des Droits de l'Homme

- 2001-2003, Chef du Département pour les droits d'homme au sein du Ministère des Affaires Etrangères.

- 2001: Participante à la préparation du Rapport Initial de la République de Macédoine concernant la Convention de l'Encadrement sur la Protection des Minorités Nationales.
- 2001: Membre du Comité directeur pour les Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (CDDH) et participante à l'élaboration du projet de Protocole n° 14 à la CEDH
- 2000: Présidente du groupe de travail au sein du Ministère des Affaires Intérieures pour la préparation du projet de Loi sur la protection des données personnelles.
- 2000: Membre du groupe de travail du Ministère de la Justice pour la préparation du projet de Loi sur la procédure générale administrative et du projet de Loi sur les conflits administratifs.
- 1999: Membre du groupe de travail national qui a préparé le rapport National sur les Droits de l'enfant.
- 1999: Membre de l'équipe d'experts créée par le Gouvernement de la République de Macédoine sur la proposition de loi sur la citoyenneté de la République de Macédoine en corrélation avec la Convention Européenne de citoyenneté.
- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du Rapport National sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.
- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du rapport National sur la Convention sur les Droits Civils et Politiques.

V. Activités Publiques

a) Service Public:

- 2002 : Présidente de la Commission Electorale de l'Etat, nommée par le Président de la République.
- Chef du Département administratif (affaires administratives), et Assistante du Ministre de l'administration.
- Conseiller du Ministre des Affaires Intérieures.

b) Fonctions choisies: Non

c) Fonction dans un parti politique / mouvement: Non

VI. Autres activités

VII. Publications

- 2006: « La Transparence et l'impartialité: activités et compétences de l'administration électorale dans la période, avant les élections, Organisation des élections par un organe impartial », *Collection Science et technique de la Démocratie* No.41, Editions du Conseil de l'Europe)
- 2006: « La Position et le rôle du Président de la République de Macédoine, Evaluation des quinze années de pratique Constitutionnelle dans l'Europe Centrale et de l'Est », Publié sur <http://www.venice.coe.int>, CDL-UD(2004)030Bil.)
- 2005: « Les remèdes légitimes dans le procès électoral en République de Macédoine », publié sur le réseau <http://www.venice.coe.int/docs/2005/> CDL(2005)050)
- 2005: « La Décision de la Cour Constitutionnelle de la République de Macédoine et les conséquences légitimes qui en résultent », *Publiée par la Cour Constitutionnelle de la République de Bulgarie*

- 2005: « La Résidence et le droit d'élection des citoyens de la République de Macédoine », Les standards européens du droit d'élection dans le constitutionalisme contemporain, *Collection Science et technique de la Démocratie* No.39, Editions du Conseil de l'Europe
- 2002: « Les droits d'homme, les droits de femmes » (orig. "Човекови права-женски права") Les femmes et la démocratie (p. 76-78), Skopje: Bocheli
- 1999: "Réexamen de la loi de citoyenneté de la République de Macédoine: le rôle de la Convention Européenne sur la citoyenneté", CONF/NAT (99) Contrib. 1.
- 1998-1999: Profil du management public de la République de Macédoine, SIGMA, OECD, Paris (www.oecd.org/puma/sigmaweb)
- 1998: co-auteur avec M. Fidanco Stoev de la Collection des règles sur la citoyenneté avec le commentaire sur la loi de la citoyenneté de la République de Macédoine, (orig. Zbirka na propisi za drzavjanstvo so komentar na Zakonot za drzavjanstvo na RM), Skopje: Journal Officiel de la RM
- 1998: "Les principes de continuité et d'efficacité dans la régulation de la citoyenneté dans la République de Macédoine" *Croatian Critical Law Review*, vol.3, No.1-2: pp. 187-190. Copyright Croatian Law Center)

Etudes et Opinions sur les Lois pour les besoins de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et pour les Pays Européens

- 2006: Ensemble d'avis sur le Code électoral de la Géorgie, de la part de la Commission de Venise et OSCE/BIDDH, sur la base des commentaires de Mme Lazarova Trajkovska, M. Owen et M. Pilgrim <http://www.venice.coe.int> CDL-AD(2006)023
- 2006: Etude sur les non-citoyens et les Droits des Minorités, Etude no. 294/2004 Travail conjoint de M. Alfredsson, M. Aurescu, M. Bartole, M. Van Dijk, Mme Lazarova Trajkovska, M. Matcher, M. Malinverni, en consultation avec le Comité de Conseil sur la Convention de l'Encadrement pour la Protection des Minorités Nationales, le Comité d'Experts de la Charte européenne pour les langues régionales ou minoritaires, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'OBCE le bureau du Haut Commissaire pour les Minorités Nationales et le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, www.venice.coe.int CDL-MIN(2006)02
- 2005: avis sur le projet de loi « Faire des Amendements et Ajouts dans la Loi Organique du Code électoral de la Géorgie » <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2005)047
- 2005; avis sur la recommandation sur l'Assemblée parlementaire 1714 (2005) sur l'abolition des restrictions sur le droit de vote <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2005)041
- 2005: Rapport « Les Remèdes Législatifs dans les processus électoraux dans la République de Macédoine » <http://www.venice.coe.int> CDL(2005)006rep
- 2004: Commentaires sur le projet de Loi sur le Statut des Peuples Autochtones de l'Ukraine, <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2004)081
- 2004: Rapport sur les Règles Electorales de l'Action Affirmative pour la participation des Minorités Nationales dans la formation des décisions dans les Pays d'Europe. <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2004)020rev2
- 2004: Rapport sur l'Abolition de la restriction sur le droit de vote aux élections générales. <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2004)022

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	S	TB	B	S	TB	B	S
a. langue maternelle : Macédonien	X			X			X		
b. Langues officielles:									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
c. Autres langues:									
Serbe et Croate	X			X			X		
Bulgare	X				X			X	
Slovène	X					X			X

IX. Autres informations importantes

X. Je confirme que j'établirai mon domicile permanent à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Gezime STAROVA

I. Informations personnelles

Prénom et nom: Gezime Starova
Sexe: féminin
Date et lieu de naissance: 24 décembre 1946, Skopje
Nationalité: R.de Macédoine; origine ethnique: Albanaise
Contacts: (privés et professionnels: téléphone, fax, email) (02) 3132121; (02) 3117224; (02) 3220727(fax) starovag@freemail.com.mk.

II. Etudes et d'autres qualifications

Education supérieure, diplômée à la Faculté de Droit à Skopje, Doctorat d'état en sciences de droit, professeur en Droit de Travail à la faculté de Droit, Justinien I, Skopje, République de Macédoine.

III. Expérience professionnelle

- a) Judiciaire
- b) D'autres activités professionnelles

- études et recherche, professeur ordinaire en Droit du Travail et Droit international du travail à la faculté de Droit, Justinien I, Skopje
- études et recherche, professeur ordinaire en Droit du Travail et sécurité sociale à l'Université du sud Est de l'Europe, à Tetovo, République de Macédoine

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Professeur en Etude Féminine organisée par l'Association des organisations des femmes en République de Macédoine, enseignant la matière *Les droits de la femme - droits humains, avec l'accent sur la position de la femme employée et ses droits au travail dans la législation Macédonienne, internationale et Européenne, (au cours de deux années académiques 2001-2002 et 2003).*

- Participation à plusieurs entraînements, séminaires et débats dans le domaine des droits de l'homme, particulièrement les droits de l'homme et sa position au lieu de travail, organisés par des institutions gouvernementales et non gouvernementales, les syndicats, ainsi que le Conseil de l'Europe.

V. Activités publiques

- a) Elue: Vice-président du Sénat de l'Université "St. Cyril et Méthode", Skopje, République de Macédoine.

VI. D'autres activités

- a) Domaine: participation dans les reformes législatives de la République de Macédoine dans le domaine de la Retraite et assurance d'invalidité et relations de travail, adoption des lois de ce domaine et leur harmonisation avec la législation de l'UE.
- b) Durée: à plusieurs reprises depuis l'indépendance de la République de Macédoine (1992, 1995, 1999, 2002...)
- c) Fonctions: membre du Comité d'experts pour les services sociaux locaux auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg; membre du Comité des experts Macédoniens et internationaux sur les reformes de l'Assurance de retraite et invalidité en République de Macédoine; expert du groupe de travail pour l'harmonisation de la protection sociale en République de Macédoine par rapport à la législation de l'UE, dans le cadre du programme PHARE et l'UE.

VII. Publications et d'autres oeuvres

1. *Protection particulière des employés*, "Studentski zbor", Skopje, 1987., 135 p.
2. *Les relations de travail, expérience en nouvelle réalité*, "Studentski zbor", Skopje, 1992., 144 p.
3. *Les relations de travail dans la législation Macédonienne et internationale*, NIP "Nova Makedonija", Skopje, 1994 , 210 p.
4. *Droit de travail*, "Faculté de Droit" , Skopje, 1996 ., 400 p.
5. *Droit international du travail et législation*, "Gjurgja", Skopje, 1999 , 230 p.
6. *Droit du travail et relations du travail*, "Prosvetno delo" , Skopje, 2003, 370 p. (l'oeuvre est aussi publiée en albanais par "Logos A", Skopje, 2004., 327p.)
7. *La situation et les droits des femmes employées* "Association des Organisations des Femmes de Macédoine", Skopje, 2003, 240 p.
8. Traduction de l'oeuvre de Maurice Durrucé en macédonien *L'Union Européenne au XXIe siècle,- institution et économie*, ed. *Ellips-Marketing*, 2001, "Logos A", Skopje 2004, 247 p, (ce livre fut publié avec l'assistance de l'Ambassade Française en République de Macédoine, dans le cadre du projet de coopération avec l'Université du Sud-est de l'Europe de Tetovo).

VIII. Compétences linguistiques

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB	B	S	TB	B	S	TB	B	S
a. Première langue									
Macédonien	X			X			X		
Albanais	X			X			X		
b. Langues officielles:									
- Anglais			X			X		X	
- Français	X			X			X		
c. Autre langues:									
Italien		X			X			X	
Serbe	X			X			X		
Croate	X			X			X		

IX. D'autres informations importantes

X. Confirmer s'il vous plaît si vous seriez prête à prendre résidence permanente à Strasbourg en cas où vous seriez élue Juge de la Cour

Oui

CURRICULUM VITAE
Zoran GAVRILOSKI

I. Etat Civil

Nom et prénom: GAVRILOSKI Zoran
Sexe: Masculin
Date et lieu de naissance: 24-02-1968, Gostivar, République de Macédoine
Appartenance ethnique: Macédonien
Contacts détaillés (*privés et professionnels: adresse; tél; fax; courriel*):
Adresse: p. fah 137, Skopje MK-1001, Macédoine
Téléphones: + 389 (0)2 3217-940 (bureau); 389 (0)2 3075-063 (domicile)
Fax: + 389 (0)2 3217-940
Courriel: zgavriloski_CSRC@yahoo.com

II. Formation, qualifications académiques et autres

Participation à de nombreuses sessions de formation et de séminaires de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (C.E.D.H.), sur les mécanismes et les instruments pour la protection des droits de l'homme, entre autres (1998-2007). En voilà la liste de plusieurs événements de formation et séminaires que je souligne comme des plus significatifs;

- Cours (deuxième) sur la protection des réfugiés et les droits de l'homme (San Remo, 26-29 septembre 2006);
- Atelier pour les organisations de la société civile "Théorie et pratique des droits de l'homme", organisé par le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (Skopje, 19-21 décembre 2001);
- Cours international "Le droit des réfugiés comme réponse à l'absence de protection de la part de l'état", organisé par le Conseil Européen sur les Réfugiés et Exilés - ECRE (Berlin, 8-10 décembre 2000);
- Formation spécialisée pour les avocats "Les procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme", organisée par le C.R.S.C. (1er-5 mars 1999);
- Formation pour les avocats dans le domaine des droits de l'homme, organisée par le C.R.S.C. (23-27 mars 1998); etc.

Examen du concours d'entrée à la magistrature, passé en une seule session (1996)

Juriste diplômé (1992);

III. Expérience professionnelle

a) Activités juridiques:

Avocat associé dans un cabinet d'avocats juridiques (1997)
Bénévole au Tribunal de 1ère Instance de Gostivar (1993-1995)

b) Autres activités professionnelles:

Conseiller juridique et analyste au Centre de Ressources de la Société Civile
Coordination de projets (veuillez trouver ci-dessous)
Fondateur de l'O.N.G "Centre de Ressources de la Société Civile" – C.R.S.C. (1999)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Assistance/conseils juridiques gratuits:

- Assistance juridique dans les procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (2000-2007):
- Conseils juridiques à plus de 100 citoyens (dirigés vers le C.R.S.C. sur recommandation du Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje, de la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje, du le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés à Skopje, du Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme en République de Macédoine, de la "Coalition pour un jugement équitable", etc.)
- Représentation juridique dans 10 procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme; dans trois d'entre eux (*Berisha et autres contre la Macédoine*, *Eshmanov contre la Macédoine* et *F.K. et autres contre la Macédoine*), des mesures temporaires ont été prises, empêchant ainsi l'expulsion de réfugiés vers des pays à risques;
- Expertise (analyses juridiques, conseils etc.) pour le Centre Européen pour les Droits des Roms, dans des procès en instance, tel le procès *Jashar*, dans lequel la Cour a confirmé la violation de l'article 3 de la C.E.D.H.
- Assistance juridique pour des demandeurs d'asile, dans le cadre du projet du le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés à Skopje (2000-2001);
- Conseils juridiques dans le cadre d'un projet d'assistance juridique gratuite, soutenu par COLPI et l'institut "Open Society" en Macédoine (1998-1999).

Engagement pour:

- Les droits des réfugiés (1999-2007);
- Les droits des victimes de tortures (1999-2007);
- La liberté de parole et d'expression (par exemple, campagne de soutien du journaliste Zoran Bozhinovski lors de sa condamnation en rapport avec la liberté de la presse et son maintien en détention prolongée, 2002-2006) etc.

Coordination:

- Groupe de travail (rapports, formation, publications et défense des droits) fonctionnant dans le cadre du Réseau Juridique Macédonien, soutenu par le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (2001-2007);
- Engagement bénévole d'étudiants (en droit, travail social et autres) Macédoniens et étrangers, en stage au C.R.S.C. (2002, 2003, 2006);
- Formation pour une assistance juridique aux personnes se plaignant d'abus policiers, soutenue par la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje (octobre-novembre 2003);
- Activités juridiques dans le cadre du projet de protection juridique gratuite des réfugiés et des personnes sans citoyenneté (2000-2001).

Formateur de juristes sur la Cour Européenne des Droits de l'Homme / la Convention Européenne des Droits de l'Homme - C.E.D.H.:

- 20 octobre 2006: conférence devant 25 magistrats de Macédoine, Serbie, Monténégro, Croatie et Bosnie-Herzégovine sur l'article 1 du Protocole 1 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (lors d'un séminaire organisé par "Forum" - le Centre de Recherches Stratégiques et de Documentation, et quatre autres organisations);
- 14 février 2006: conférence de 90 minutes devant une trentaine d'étudiants en Mastère des facultés de Skopje (organisée par le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje) ;

- Mai 2005: conférence devant 35 magistrats, juristes et membres d'O.N.G. sur l'article 6 de la C.E.D.H. (lors d'un séminaire organisé par "Forum" - le Centre de Recherches Stratégiques et de Documentation);
- Novembre 2004: conférence devant 30 avocats, membres d'O.N.G. et le personnel d'organisations intergouvernementales sur la C.E.D.H. (lors d'un séminaire organisé par le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje et la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje);
- Automne 2004: formation d'avocats d'O.N.G. sur la C.E.D.H. et la protection des réfugiés (2 ateliers organisés par le Réseau Juridique Macédonien);
- Juin 2004: conférence devant des étudiants en droit de la faculté de droit de Skopje et de l'Université de l'Europe du Sud-Est de Tetovo sur la C.E.D.H. (lors d'un séminaire organisé par CARE International);
- Novembre 2003: formation de membres d'O.N.G. pour venir en aide aux personnes se plaignant d'abus policiers (lors d'un séminaire organisé par le C.R.S.C. et la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje);
- Octobre 2003: formation d'avocats et du personnel d'organisations internationales sur le droit des réfugiés et la procédure (lors d'un séminaire organisé par le C.R.S.C., avec le soutien financier de l'Ambassade des Etats-Unis à Belgrade - Bureau de la Population, Réfugiés et Migrations, obtenu par l'intermédiaire de I.O.C.C.);
- Juillet 2003: conférence devant une trentaine d'étudiants de l'Université de l'Europe du Sud-Est de Tetovo sur les thèmes "La C.E.D.H. - un mécanisme unique de protection des droits de l'homme", les articles 5 et 6 (lors d'un séminaire organisé du 4 au 7 juillet 2003 par le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje);
- Juin 2003: formation de 108 observateurs des procédures judiciaires sur les normes internationales en matière de droits de l'homme (lors de séminaires organisés par la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje);
- Avril 2001-février 2002: formation de 60 avocats et autres juristes - juges, le Médiateur de la République de Macédoine, etc. (lors de quatre séminaires intitulés "Application pratique de la Convention Européenne des Droits de l'Homme" organisés par le C.R.S.C., avec le soutien de Pax Christi - Pays-Bas, auxquels a également participé, en tant que conférencière, la juge Margarita Tsatsa-Nikolovska);
- Juin-juillet 2000: formation d'une centaine de professeurs de l'enseignement secondaire lors de 6 séminaires intitulés "Education multiculturelle et droits de l'homme" (organisés par le C.R.S.C., avec le soutien financier du Centre Macédonien pour la Coopération Internationale de Skopje, etc.).

Ecrits, publications, rapports et analyses sur les droits de l'homme:

- Livres sur la C.E.D.H. et la Convention Européenne des Droits de l'Homme (veuillez trouver ci-dessous);
- Analyses sur la compatibilité de la législation nationale avec les normes internationales (1998-2007);
- Rapports sur la situation des droits de l'homme, préparés dans le cadre des projets suivants:
- "Assistance juridique gratuite aux réfugiés et aux personnes sans citoyenneté", soutenu par le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés - Skopje (2000-2007);
- "Amélioration de la protection juridique et des normes en matière de droits de l'homme en République de Macédoine", soutenu par la délégation de la Commission Européenne à Skopje (2001);
- "Coopération technique avec le gouvernement de la République de Macédoine", programme de 5 ans du bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme-Genève auquel a participé le C.R.S.C. en tant que partie contractante, et dans le cadre duquel ont été préparés des analyses et des rapports pour plusieurs rapporteurs et représentants du secrétaire général des Nations Unies,

sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, sur la lutte contre la torture, sur la liberté d'expression, etc. (2001-2006);

- Tenue d'un service Internet gratuit pour la diffusion de rapports et d'analyses sur les droits de l'homme, avec une centaine d'utilisateurs locaux et à l'étranger (2005-2007);
- Edition du bulletin du Réseau Juridique (2003);
- Analyses dans des revues spécialisées ("Légitimité dans les procédures de certification et de mise en doute de la paternité", "Revue judiciaire" n.1/février 1995).

V. Activités publiques

- a) *Fonction publique:* non
- b) *Fonctions électives:* Président de l'O.N.G "Centre de Ressources de la Société Civile" (1999-2007)
- c) *Fonction dans un parti politique ou un mouvement:* non

VI. Autres activités

- a) *Domaine:* Education sur les Droits de l'Homme
- b) *Durée:* 2003-2005
- c) *Fonctions:*

Membre du groupe pour un partenariat stratégique en vue de l'introduction d'une éducation sur les droits de l'homme dans l'enseignement secondaire, groupe formé dans le cadre du programme de 5 ans du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour une assistance technique au gouvernement de la République de Macédoine, à la réalisation duquel travaille également le C.R.S.C.

VII. Publications et autres travaux

"Procès contre la République de Macédoine devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme 2002-2006", C.R.S.C., 2007;

"La Convention Européenne des Droits de l'Homme et la protection des réfugiés", C.R.S.C., 2007;

"Constitutionnaliste (choix de décisions de la Cour Constitutionnelle de la République de Macédoine rendues à la suite des initiatives de Stamen Filipov)", C.R.S.C., 2006;

"Normes internationales pour les personnels qui font appliquer la loi - guide de poche pour la police" (éditeur), C.R.S.C. - Ministère de l'Intérieur - bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, 2003;

"Intégration sociale des réfugiés" (co-auteur), groupe pour les questions juridiques de la branche macédonienne du réseau FRESTA, 2003.

"Influence de la Convention Européenne des Droits de l'Homme sur le droit national et sa pratique; Procès contre la République de Macédoine 1998-2001", C.R.S.C., 2001;

"Protection des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme" (guide pour l'application de la règle 39 du Règlement de la C.E.D.H., faisant partie du "Guide à travers les procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme"), C.R.S.C., 2000;

"Recevabilité des plaintes devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme", C.R.S.C., 1999.

VIII. Langues

Langue	Lire	Ecrire	Parler
	TB B S	TB B S	TB B S
a. Première langue			
Macédonien	X	X	X
b. Langues officielles:			
- Anglais	X	X	X
- Français			

IX. Autres informations importantes

X. Veuillez confirmer que vous déclarerez votre résidence à Strasbourg dans le cas où vous seriez nommé juge à la Cour.

Je confirme que si je suis nommé juge à la Cour je déclarerai ma résidence à Strasbourg.